

## Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !

*Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intenses du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !*

### Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

### L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs

homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

### Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

## **Médaille d'or (bleu)**

Meridiam (fond d'investissement et actionnaire à 40% de Suez) a remporté dans la foulée des JO le contrat de dessalement et d'adduction d'eau d'Aqaba-Amman.

Côté face, une Jordanie soumise à un stress hydrique extrême à cause du changement climatique, une population passée de 7.1 à 11.1 millions d'habitants entre 2011 et 2022 du fait d'un afflux massif de réfugiés. Dans un tel contexte, augmenter de 60% l'approvisionnement en eau des populations concernées est un devoir moral.

Côté pile, l'une des plus grande usine de dessalement au monde (300 millions de m<sup>3</sup>/an... pour l'instant !) et 445 km de canalisations, un projet qui pèse à minima 3 milliards d'euros et des firmes qui salivent devant ce pactole (l'égyptien Orascom, Vinci et Suez).

Le gigantisme de cette solution est une fuite en avant qui ne fera qu'aggraver la crise écologique et maintenir à flot les entreprises qui détruisent la planète. Avec les capitalistes c'est toujours "Face je gagne, pile tu perds".

## **Donneurs d'ordres comme sous-traitants, à bas les patrons voyous !**

Nous évoquions au printemps dernier la lutte des travailleurs sans papiers de NTI société sous-traitante notamment de Veolia, Suez et Paprec qui engageaient une procédure aux prud'hommes contre leur employeur. Les travailleurs dénonçaient notamment des conditions de sécurité déplorables, des durées de travail très éloignées de la durée légale et un chantage à la régularisation.

Le 30 août dernier les travailleurs de NTI occupaient le centre de tri Veolia de Paris 15 afin de faire valoir leurs revendications notamment l'embauche en CDI et la régularisation tant promise.

Cette occupation est l'occasion de clamer haut et fort leur rejet de la surexploitation par leur employeur direct mais aussi de mettre Veolia devant ses responsabilités ! Car derrière NTI se cachent ses donneurs d'ordres qui se fichent bien des conditions de travail tant que les profits sont là !

## **Perdu d'avance**

Comme le rappelle un article de Mediapart daté du 2 septembre, un épais brouillard entoure encore l'attribution du contrat du SEDIF à Veolia. L'élément nouveau cette fois-ci est le « bug informatique » qui aurait permis à Veolia d'avoir accès aux dossiers confidentiels de Suez.

Mais au delà des irrégularités qui font surface de temps à autre, c'est le choix même de Suez de répondre à cet appel d'offre qui questionne. Plusieurs années de travail, la remise de trois offres et des millions d'euros dépensés ont permis de sortir une offre solide techniquement. Pourtant, depuis le début il semble être admis que le choix sera « politique ». Quand on voit que Veolia est délégataire sans interruption depuis le 19e siècle, comment être surpris de ce résultat ? La question qui se pose est quel avantage tire le groupe Suez à participer à ce jeu de dupes ? Est-ce une condition de Macron pour que Mme Soussan puisse faire VRP lors de son prochaine voyage chez un dictateur ou espère t elle un renvoi d'ascenseur pour un prochain marché ?

## **Les arrêts maladie remis en cause**

La Caisse nationale (CNAM) a annoncé la fermeture des organismes du service du contrôle médical et le transfert des activités et des salariés vers les CPAM. Le Service médical (SM) contrôle les justifications médicales des prestations, au niveau des assurés, des professionnels et établissements de santé ainsi que de veille sanitaire.

Son activité a beaucoup été réorientée vers la réduction des dépenses mais il perdure chez le personnel une conscience d'être un service public pour les travailleurs. Son indépendance des CPAM permet qu'il y ait moins de pression sur les décisions, les directives venant des décideurs plus hauts s'en chargeant déjà assez.

Cette disparition du SM de la Sécu aura pour but un contrôle des arrêts maladie uniquement administratif et comptable au détriment de l'assuré qui malgré un état de sante justifiant la prestation, essuiera un refus.

Une petite musique que le Directeur de la CNAM, T. Fatome, assène dans les médias depuis septembre: il y a trop d'arrêts, il faut réduire les Indemnités journalières. Derrière cette réorganisation du S) c'est le droit à l'arrêt maladie qui va être remis en cause alors même que le travail n'a jamais rendu aussi malade qu'aujourd'hui.